

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse

Mulhouse, le 22/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROTECHNIC

66 RUE DES FABRIQUES
68700 Cernay

Références : 0006702143_2026_04_14_PROTECHNIC_VIIC_Vérif.-IED-MTD
Code AIOT : 0006702143

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement PROTECHNIC implanté 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le contexte de la visite d'inspection fait suite à l'instruction du dossier de réexamen IED et du dossier de compléments transmis par l'exploitant en date du 26/02/2025.

D'après l'analyse effectuée par l'Inspection, certaines Meilleures Techniques Disponibles ne sont pas appliquées par l'exploitant alors qu'elles sont applicables depuis le 09 décembre 2024 à travers l'Arrêté Ministériel du 03/02/22 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La visite d'inspection consiste à confirmer ces constats et d'évaluer la mise en œuvre effective des MTD sur site.

Le principal référentiel utilisé est l'Arrêté Ministériel du 03/02/22.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTECHNIC
- 41 Avenue Montaigne 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006702143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Protechnic produit différents types de fibres thermocollantes utilisant des colles sans solvant. Cette production représente 80% des activités tandis que le reste de l'activité est dédiée à l'impression solvantée (héliogravure).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Plan de Gestion de l'Énergie (MTD n°19) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.9.6 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 6 | Consommation spécifique d'énergie (MTD n°19 - Tableau 1) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 3.11.2 | Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Système de Management Environnemental (MTD n°1) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.1 | Sans objet |
| 2 | Réduction de la consommation de solvants (MTD n°4) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.3 Alinéa 3 | Sans objet |
| 3 | Procédés de séchage et durcissement (MTD n°8) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.7 | Sans objet |
| 4 | OTNOC (MTD n°13) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.9.4 | Sans objet |
| 7 | Émissions de COV (NEA-MTD - positionnement Tableaux 28, 29 et 30) | Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, points 3.11.1 (1 et 2) | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats réalisés et des écarts portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Il est donc attendu la mise en place d'une action corrective pour les points suivants:

- non application des techniques a) et b) de la MTD n° 19 due à l'absence d'un bilan énergétique et d'un plan d'efficacité énergétique spécifique sur l'activité d'impression par héliogravure du site,
- non application de la valeur limite de consommation spécifique d'énergie liée à la MTD n°19 due à l'absence d'un bilan énergétique spécifique sur l'activité d'impression par héliogravure du site.

Les constats de l'Inspection ont donc mis en évidence que certaines Meilleures Techniques Disponibles ne sont pas appliquées par l'exploitant alors qu'elles sont applicables depuis le 9 décembre 2024 à travers l'Arrêté Ministériel du 03/02/2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

A ce titre, l'exploitant a demandé à sortir de la rubrique IED - 3670.

La procédure à suivre consiste à la dépose d'un Dossier de Porter à Connaissance de modifications des conditions d'exploiter au titre de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement avec la fourniture de l'ensemble des éléments d'appréciation et de justificatifs nécessaires afin de démontrer que l'exploitant est en-dessous des seuils de la rubrique 3670.

Le dépôt de ce dossier peut être la condition permettant à l'exploitant de rendre non applicable les prescriptions de l'Arrêté Ministériel du 03/02/2022 qui régit les installations soumis à la rubrique IED - 3670 et ainsi annulées les suites administratives à l'encontre de l'exploitant en conclusion de la présente visite d'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Système de Management Environnemental (MTD n°1)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental approprié présentant toutes les caractéristiques suivantes : [...] iii. Définition d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation. iv. Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables. [...] |

vii. Garantir (par exemple, par l'information et la formation) la compétence et la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation.

viii. Communication interne et externe.

[...]

xi. Planification opérationnelle et contrôle des procédés efficaces.

xii. Mise en œuvre de programmes de maintenance appropriés.

[...]

xv. Mise en œuvre d'un programme de surveillance et de mesurage; si nécessaire, des informations peuvent être obtenues dans le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles.

[...]

xviii. Évaluation des causes de non-conformité, mise en œuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels.

xix. Revue périodique, par la direction, du système de management environnemental et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité.

xx. Suivi et prise en considération de la mise au point de techniques plus propres.

[...]

Constats :

Le constat suivant de l'Inspection est réalisé à partir de l'analyse du dossier de compléments transmis par l'exploitant en date du 26/02/2025 ainsi des échanges réalisés avec l'exploitant lors de la présente visite d'inspection.

MTD N°1 - alinéa 1.3 :

Dans le cadre de son dossier de compléments (annexe II du dossier de compléments), l'exploitant a transmis la politique environnementale du groupe BEMIS dont fait partie la société PROTECHNIC.

Après étude et analyse, l'Inspection constate que la société PROTECHNIC applique la politique environnementale du groupe BEMIS. Elle comprend la mise en place d'un engagement portant sur l'amélioration continue.

MTD N°1 - alinéa 1.4 :

Au travers de son dossier de compléments, l'exploitant indique qu'il met en place des indicateurs de performance sur les aspects environnementaux et notamment à travers l'outil Higg FEM (Higg Facility Environmental Module).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'outil.

Le Higg FEM évalue sept domaines : Système de gestion environnementale, Énergie / Émissions de gaz à effet de serre, Eau, Déchets, Eaux Usées, Émissions Atmosphériques, Gestion des produits chimiques.

L'exploitant réalise des auto-évaluations de son impact environnemental et réalise des audits par des prestataires externes (exemple: auto-évaluation en 2023 avec un score de 63% et audit externe en 2024 avec un score de 57%).

Après présentation de l'outil et l'analyse des compléments, l'Inspection constate que l'exploitant met en place des indicateurs objectifs.

MTD N°1 - alinéas 1.7 et 1.8 :

Concernant la formation et la sensibilisation du personnel, l'exploitant a présenté à l'Inspection une fiche nouvel arrivant ("On Boarding").

Cette fiche est transmise à chaque nouvel arrivant et permet de le former et l'informer sur l'ensemble des secteurs du site: Sécurité / Environnement / Ressources Humaines avec une fois la sensibilisation du secteur terminée, un visa du responsable du secteur.

L'exploitant a également indiqué que des "mini" formations par thématique sont en cours de développement pour chaque thématique avec un questionnaire final pour vérifier l'assimilation des informations.

L'Inspection constate la mise en place d'une sensibilisation du personnel.

Concernant la communication interne et externe, plusieurs points sont mis en place qui ont été présentés par l'exploitant lors du contrôle.

L'Inspection a constaté la mise en place d'une Revue de Direction annuelle, des Revues Qualité Trimestrielle dans le cadre de la certification ISO 9001 avec la présence d'un Système de Management Qualité Environnementale intégré. Ces éléments sont présentés au personnel par le biais de 3 présentations dans l'année. De plus, l'Inspection a constaté la communication par le biais de points d'affichage dans les ateliers.

MTD N°1 - alinéa 1.12 :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique la mise en place de gammes de maintenance préventive pour certains équipements.

L'Inspection constate cette mise en place pour la chaufferie et les groupes froids via un contrat de maintenance sous-traitée à un prestataire externe. Ce prestataire se rend sur site à minima 2 fois par an.

Concernant les rotatives d'impression, l'exploitant indique qu'une GMAO est présente sur le site (Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur) et présente le bilan de l'année précédente.

L'Inspection constate la présence d'une part de maintenance préventive (25% incluant l'amélioration des installations) et d'une part de maintenance curative (50%).

MTD N°1 - alinéas 1.18/19 :

Lors du contrôle, l'exploitant présente dans sa Revue de Direction le plan d'actions mis en place pour suivre les non-conformités relevées lors de la dernière année.

L'Inspection constate que les non-conformités sont suivies et qu'une analyse des risques à partir de l'outil AMDEC est réalisée pour chaque processus (Ressources Humaines, Production, ...) afin de déterminer l'origine de la cause.

MTD N°1 - alinéa 1.20 :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'Inspection un document de synthèse des recherches de solutions plus adaptées à son activité afin de traiter les COV.

L'Inspection constate que la mise en place de nouvelles techniques est compliquée du fait notamment de l'utilisation de multiples solvants différents (MEK) qui limitent l'utilisation de certaines techniques (notamment, le charbon actif) et les concentrations d'utilisation des solvants qui sont faibles.

Les constats réalisés par l'Inspection n'appellent pas de remarques vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réduction de la consommation de solvants (MTD n°4)

| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.3 Alinéa 3 | |
|--|--|
| Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD | |
| Prescription contrôlée : | |
| L'exploitant réduit la consommation de solvants organiques, les émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement des matières premières utilisées en appliquant une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous. | |
| Techniques | Description |
| a. Utilisation de peintures/revêtements/vernis/encres/colles solvantés à haute teneur en extrait sec | Utilisation de peintures, revêtements, encres liquides, vernis et colles à faible teneur en solvants organiques et à haute teneur en extraits secs. |
| b; Utilisation de peintures/revêtements/encres/vernis/colles à base aqueuse. | Utilisation de peintures, revêtements, encres liquides, vernis et colles dans lesquels le solvant organique est partiellement remplacé par de l'eau. |
| c. Utilisation d'encres/revêtements/peintures/vernis/colles réticulés par rayonnement | Utilisation de peintures, revêtements, encres liquides, vernis et colles pouvant être réticulés par l'activation de groupes chimiques spécifiques sous l'effet d'un rayonnement UV ou IR, ou par un faisceau d'électrons rapides, sans chaleur ni émission de COV. |
| d. Utilisation de colles bicomposants sans solvant organiques | Utilisation de colles bicomposants sans solvant organiques composées d'une résine et d'un durcisseur. |
| e. Utilisation colles thermofusibles | Application de revêtements au moyen de colles obtenues par extrusion à chaud de caoutchoucs de synthèse, de résines à base d'hydrocarbures et de divers additifs. Aucun solvant organique n'est utilisé. |
| f. Utilisation de revêtements en poudre | Utilisation d'un revêtement sans solvant organique, appliqué sous la forme d'une poudre fine et durci dans des fours thermiques. |
| g. Utilisation de film laminé pour l'application de revêtements en continu | Utilisation de films polymères appliqués sur un support enroulé sur une bobine afin de conférer des propriétés esthétiques ou fonctionnelles, ce qui réduit le nombre de couches de revêtement nécessaires. |
| h. Utilisation de substances autres que des COV ou de COV à faible volatilité | Remplacement des COV à haute volatilité par d'autres composés organiques qui ne sont pas des COV ou par des COV à plus faible volatilité (des esters, par exemple). |

Applicabilité:

Le choix des techniques de traitement de surface peut être limité par le type d'activité, le type et la forme du support et les exigences de qualité des produits, ainsi que par la nécessité de s'assurer que les matières utilisées, les techniques d'application du revêtement, les techniques de séchage/durcissement et les systèmes de traitement des effluents gazeux sont compatibles entre eux.

Constats :

Le constat suivant de l'Inspection est réalisé à partir de l'analyse du dossier de compléments transmis par l'exploitant en date du 26/02/2025 ainsi des échanges réalisés avec l'exploitant lors de la présente visite d'inspection.

Dans son dossier de compléments, l'exploitant indique que du fait des exigences clients et techniques de son activité d'héliogravure sur différents supports plastiques, il est impossible d'appliquer la MTD N°4.

Après analyse du dossier, l'Inspection a constaté notamment:

- la nécessité d'utiliser des résines 100% acryliques qui sont solubles dans des solvants organiques polaires. Ce choix réside dans la nécessité clients d'avoir une insensibilité du produit aux UV afin d'obtenir une faible dégradation du produit en cas d'exposition à la lumière (exigence client des domaines de la maison, du transport et des loisirs).
- la nécessité d'une bonne fonction de collage et d'élasticité du produit.

Dans le cadre de son activité, l'exploitant imprime un film qui doit ensuite être transféré sur un support (notamment, sur des supports PVC). Ce transfert de film imprimé nécessite une fonction de collage et d'élasticité du film.

Par conséquent, des résines thermoplastiques doivent être mises en œuvre et elles ne peuvent l'être que dans un milieu solvanté.

- la non-utilisation de base aqueuse dans les produits utilisés qui provoque une réticulation du produit et ne permet pas de conserver une bonne élasticité du produit final.

Avec les constats effectués par l'Inspection sur les supports utilisés et les exigences de qualité des produits, l'Inspection constate que cette MTD n°4 n'est pas applicable en l'état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédés de séchage et durcissement (MTD n°8)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.7

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant réduit la consommation énergétique et l'incidence globale sur l'environnement des procédés de séchage/durcissement en appliquant une ou plusieurs techniques ci-dessous :

| Technique | Description | Applicabilité |
|-----------|-------------|---------------|
| [...] | [...] | [...] |

| | | |
|--|---|--|
| f. Séchage/durcissement par convection combinée à la récupération de chaleur | La chaleur des effluents gazeux est récupérée (voir le point 2.9.6 - e.) et utilisée pour préchauffer l'air qui entre dans le sécheur/l'étuve de durcissement par convection. | Applicable d'une manière générale (1). |
|--|---|--|

(1) Le choix des techniques de séchage/durcissement peut être limité par le type et la forme du support, les exigences de qualité des produits et par la nécessité de s'assurer que les matières utilisées, les techniques d'application du revêtement, les techniques de séchage/durcissement et les systèmes de traitement des effluents gazeux sont compatibles entre eux.

Constats :

Le constat suivant de l'Inspection est réalisé à partir de l'analyse du dossier de compléments transmis par l'exploitant en date du 26/02/2025 ainsi des échanges réalisés avec l'exploitant lors de la présente visite d'inspection.

Dans son dossier de compléments, l'Inspection indique appliquer uniquement la technique f) sur la MTD n°8.

Dans son activité d'impression, l'exploitant possède deux lignes d'impression comportant pour l'une 5 mains d'impression et l'autre 4 mains d'impression.

Ces mains d'impression comporte pour chacune d'elle des caissons de séchage qui projette de l'air chauffé pour sécher le film imprimé.

L'air aspiré intègre ensuite une boucle de régulation qui possède une entrée d'air neuf et une sortie d'air vicié vers l'épurateur thermique.

L'air vicié est envoyé vers l'épurateur dès lors qu'il atteint une certaine concentration sans dépasser la 25% de la LIE du MEK soit 400 mg/Nm3.

Avant d'atteindre cette concentration, cet air doit fait plusieurs fois la boucle de régulation ce qui permet de souffler l'air vicié sur le film imprimé.

Étant déjà chauffé, l'air vicié utilisé sur une boucle permet de limiter le chauffage de l'air soufflé et de limiter la consommation énergétique.

De plus, la concentration de l'air vicié avant envoi vers l'épurateur permet de limiter l'apport d'énergie de l'épurateur thermique car il fonctionne en autothermie.

L'Inspection constate l'application de la technique f) et par conséquent, de l'application de la MTD n°8.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : OTNOC (MTD n°13)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.9.4

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous.

| Technique | Description |
|--|--|
| a. Détermination des équipements critiques | Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites). |
| b. Inspection, maintenance et surveillance | Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance. |

Constats :

Dans sa demande de compléments, l'Inspection avait indiqué que l'exploitant avait désigné uniquement l'épurateur thermique comme équipement critique.

L'Inspection demandait à l'exploitant de transmettre sa procédure de désignation de ces équipements critique afin de vérifier l'applicabilité de la technique a) de la MTD n°13.

Par conséquent, dans la suite du constat, l'Inspection s'est attachée uniquement l'applicabilité de la technique a) de la MTD n°13.

Dans le cadre de son dossier de compléments, l'exploitant a transmis sa procédure de désignation (réf: SE I 660 A - définition d'un équipement critique dans un périmètre défini).

Après analyse de la procédure, l'Inspection constate que la criticité d'un équipement est définie par le risque de pollution environnementale qu'il représente par le rejet de COV en milieu extérieur.

Pour se faire, l'exploitant a mis en place un diagramme d'Ishikawa en incluant ce critère de criticité (Le diagramme d'Ishikawa est un outil visuel qui permet de lister et de classer les causes potentielles d'un problème.)

L'Inspection constate l'application de la technique a) de la MTD n°13.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de Gestion de l'Énergie (MTD n°19)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 2.9.6

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise efficacement l'énergie par la mise en place d'un plan d'efficacité énergétique et d'un bilan énergétique tels que décrits ci-dessous au a et au b :

| Technique | Description |
|----------------------------------|---|
| a. Plan d'efficacité énergétique | Un plan d'efficacité énergétique fait partie du système de management environnemental et implique de définir et calculer la consommation d'énergie spécifique de l'activité (ou des activités), de déterminer, sur une base annuelle, des indicateurs de performance clés (par exemple, MWh/tonne de produits) et de prévoir les objectifs d'amélioration périodique et les actions connexes. Le plan est adapté aux spécificités de l'unité sur les plans du ou des procédés mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc. |
| b. Bilan énergétique | <p>Établissement, une fois par an, d'un bilan énergétique fournissant une répartition entre la consommation et la production d'énergie (y compris l'exportation d'énergie) par type de source (par exemple, électricité, combustibles fossiles, énergies renouvelables, chaleur importée et/ou refroidissement).</p> <p>Comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) la définition du périmètre de l'énergie couvrant l'activité STS ; ii) des informations sur la consommation d'énergie exprimée en énergie fournie ; iii) des informations sur l'énergie exportée à partir de l'unité ; iv) des informations sur le flux d'énergie (par exemple, diagrammes thermiques ou bilans énergétiques), montrant la manière dont l'énergie est utilisée tout au long du procédé. <p>Le bilan énergétique est adapté aux spécificités de l'unité quant au(x) procédé(s) mis en œuvre, des matériaux, des produits, etc.</p> |

Applicabilité: Le niveau de détail et la nature du plan d'efficacité énergétique ainsi que le bilan énergétique sont, d'une manière générale, fonction de la nature, de la taille et de la complexité de l'installation ainsi que des types de sources d'énergie utilisés. Peut ne pas être applicable si l'activité STS est réalisée dans une installation plus vaste, à condition que le plan d'efficacité énergétique et le bilan énergétique de cette installation plus vaste prennent suffisamment en compte l'activité STS.

Constats :

Dans son dossier de complément, l'exploitant présente sa stratégie d'efficacité énergétique et son bilan énergétique.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué que le bilan énergétique est réalisé par le groupe auquel il appartient après avoir transmis l'ensemble des suivis de consommations d'énergie du site.

Ce bilan comprend également un plan d'actions en vue de réduire les consommations énergétiques.

Après analyse et étude des éléments dans le dossier de compléments, l'Inspection constate que le bilan énergétique est réalisé au niveau de l'entière du site et ne cible pas spécifiquement les consommations de l'activité d'impression héliogravure.

En effet, au regard du bilan énergétique présenté, seul l'épurateur thermique est suivi et a un lien avec l'activité d'impression héliogravure avec notamment les éléments suivants:

- l'épurateur thermique représente 1% des consommations électriques du site,
- deux lignes du plan d'actions se focalisent sur l'épurateur thermique avec notamment, l'optimisation des réglages pour réduire la consommation de gaz.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il est nécessaire d'installer des compteurs sur les machines d'héliogravure ce qui comporte un investissement financier et technique important. Un audit énergétique des installations est prévue pour l'année 2026 avec la mise en place de compteurs sur les machines pendant une durée de quelques semaines.

Pour le moment, l'Inspection constate que cet audit énergétique n'est pas réalisée et qu'aucun focus n'est réalisée sur la partie impression héliogravure.

Seulement, la MTD n°19 indique qu'elle "peut ne pas être applicable si l'activité STS est réalisée dans une installation plus vaste, à condition que le plan d'efficacité énergétique et le bilan énergétique de cette installation plus vaste prennent suffisamment en compte l'activité STS."

Comme indiqué dans le constat, l'activité n'est pas suffisamment pris en compte pour le moment (uniquement un focus sur l'activité générale et l'épurateur thermique) mais des actions sont prévues sur cette année.

Ce constat constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Compte-tenu de l'engagement sur le délai de rendu par l'exploitant, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Il est proposé la mise en place d'une action corrective avec la transmission dans un délai court des documents démontrant le respect des non-conformités persistantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Consommation spécifique d'énergie (MTD n°19 - Tableau 1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, point 3.11.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des MTD

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte les niveaux de performance environnementale pour la consommation spécifique d'énergie suivants :

| Secteur | Type de produit | Unité | Niveaux d'efficacité énergétique (moyenne annuelle) |
|--|----------------------------|---------------------------------------|---|
| Flexographie et en impression en héliogravure non destinée à l'édition | Tous les types de produits | Wh/m ² de surface imprimée | 350 |

Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral, sous réserve du respect de l'article R. 515-62 (II), au vu d'une justification fournie par l'exploitant comprenant notamment une étude technico-économique.

Constats :

Le constat suivant de l'Inspection est réalisé à partir de l'analyse du dossier de compléments transmis par l'exploitant en date du 26/02/2025 ainsi des échanges réalisés avec l'exploitant lors de la présente visite d'inspection.

Après étude et analyse du dossier de compléments, l'exploitant indique que pour respecter ces valeurs, il est nécessaire de réaliser un diagnostic énergétique.

En lien avec ce futur diagnostic, il est prévu d'installer des compteurs sur les machines d'impression WINDMOELLER et CERUTTI ainsi que sur l'épurateur thermique et la chaudière LOOS afin d'avoir une visibilité sur la consommation de gaz annuelle et sur la répartition des consommations énergétiques.

Ces mesures permettront également de renseigner in fine les bilan et plan d'efficacité énergétique ciblant spécifiquement l'activité de traitement de surface demandés dans la MTD N°19.

L'Inspection constate qu'à ce jour, la NPEA de la MTD n°19 n'est pas respectée et constitue une non-conformité vis-à-vis de la prescription contrôlée.

Compte-tenu de l'engagement sur le délai de rendu par l'exploitant, l'Inspection propose en l'état de ne pas faire application des suites prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Il est proposé la mise en place d'une action corrective avec la transmission dans un délai court des documents démontrant le respect des non-conformités persistantes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Émissions de COV (NEA-MTD - positionnement Tableaux 28, 29 et 30)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe, points 3.11.1 (1 et 2)

Thème(s) : Risques chroniques, Mise en œuvre des NEA-MTD

Prescription contrôlée :**3.11.1.1. Émissions totales de COV**

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission suivante :

| Paramètre | Unité | VLE (moyenne annuelle) |
|--|---|------------------------|
| Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants | kg de COV par kg d'extraits secs utilisés | 0,3 |

En lieu et place des émissions totales annuelles, l'exploitant peut choisir de respecter simultanément les valeurs limites des émissions diffuses et des émissions de COV dans les gaz résiduels précisés au point 3.11.1.2.

3.11.1.2. Émissions diffuses de COV et émissions de COV dans les gaz résiduels

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.11.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

- pour les émissions diffuses de COV :

| Paramètre | Unité | VLE (moyenne annuelle) |
|---|---|------------------------|
| Émissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants | Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée | 12 |

- pour les émissions de COV dans les gaz résiduaire :

| Paramètre | Unité | VLE (Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage) |
|-----------|----------------------|---|
| COVT | mg C/Nm ³ | 20 (1) |

(1) La VLE est 50 mg C/Nm³ en cas d'utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant organique récupéré.

[...]

Constats :

Dans le dossier de compléments transmis par l'exploitant, l'exploitant indique le choix de respecter la valeur des émissions totales annuelles inclus dans le point 3.11.1.1 soit:

NEA-MTD < 0.3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés.

Dans son dossier de compléments, l'exploitant indique une valeur de 0.04 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés.

Après étude et analyse du dossier de compléments, l'Inspection constate que l'exploitant dans son calcul ne prend pas en compte la quantité de COV émis de manière diffuses dans son calcul des émissions totales.

En effet, l'exploitant indique que la formule qu'il a utilisé est la suivante:

Émissions totales (kg de COV par kg d'extraits secs utilisés) = Émissions en aval de l'épurateur thermique (kg de COV) / Masse d'extrait sec utilisé (Kg)

Or, d'après le Guide d'élaboration d'un plan de gestion des solvants de l'INERIS, la formule pour les émissions totales prend en compte les émissions diffuses:

Émissions totales = O1 + O2 + O3 + O4 + O8 + O9 dont O1 = émissions en aval de l'épurateur et O4 = émissions diffuses.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté une nouvelle version des calculs avec les éléments de son Plan de Gestion des Solvants de 2025 transmis à l'Inspection en date du 31/03/2026.

L'exploitant obtient un taux de 0.13 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés.

Après reprise des calculs, l'Inspection constate que l'exploitant a fait une erreur dans ses calculs et dans les formules utilisées.

Le résultat de 0.13 kg de COV par kg d'extraits secs est basé sur l'équation suivante:

Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants = Émissions totales / Quantité de solvants achetés.

Par conséquent, dans son calcul, l'exploitant prend la quantité de solvants et non la quantité d'extraits secs.

En reprenant les éléments des pages 6 et 7 du PGS 2025 (notamment, l'estimation de 40 %

d'extraits secs dans les encres et considérant l'absence d'extraits secs dans les solvants), l'Inspection constate :

Quantité d'encres = 17952 kg soit la Part d'extraits secs = $17952 \times 0.4 = 7180.8$ kg d'extraits secs.

Soit la formule suivante : Émissions totales (kg de COV par kg d'extraits secs utilisés) = Émissions totales (kg de COV) / Masse d'extrait sec utilisé (Kg)

Soit $11457/7180.8 = 1.596$ kg de COV par kg d'extraits secs soit supérieur au taux de la NEA-MTD (0.3 kg de COV par kg d'extraits secs utilisés)

Durant la rédaction du rapport, l'exploitant a décidé de modifier son choix suite à ces erreurs de calculs et de partir sur le choix de respecter le taux d'émissions diffuses (12%) et la VLE d'émissions de COV dans les gaz résiduels (20 mg C/Nm³) comme proposé dans la MTD n°19 au point 3.11.1.2.

Concernant le taux d'émissions diffuses, l'exploitant indique:

Émissions diffuses = I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8

= 85 379 - 1 586 - 37 217 - 206 - 0 - 36 499

= 9 871 kg

Le pourcentage des émissions diffuses par rapport à la consommation de solvant est donné par la formule suivante : (Quantité émissions diffuses/Quantité totale de solvant achetée (I1)).

Cela équivaut donc à : $(9\,871 \times 100) / 85\,379 = 987\,710 / 85\,379 = 11,56 \%$

Après vérification des calculs sur le PGS 2025, l'Inspection constate le respect du taux d'émissions diffuses pour l'année 2025.

Concernant la VLE d'émissions de COV dans les gaz résiduels, l'exploitant a transmis durant la rédaction du rapport les rapports de mesures des émissions atmosphériques pour les années 2024 et 2025 (réf: EKL2L0/24/1860 du 19/12/2024 et EK2L0/26/212 du 29/01/2026).

Après étude et analyse des deux rapports transmis, l'Inspection constate les valeurs suivantes pour les deux dernières années :

- 2024 : 9.59 mg C/Nm³

- 2025 : 11.61 mg C/Nm³

Les valeurs de mesures constatées n'appellent pas de remarques de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite